

«La langue, c'est vraiment la clé pour s'intégrer»

En Belgique, que se passe-t-il pour un réfugié une fois qu'il a obtenu son statut? Aws, 29 ans, est un réfugié irakien reconnu depuis cinq ans. Parcours d'intégration, équivalence de diplôme, travail... Il nous fait part de son expérience.

ALICE DULCZEWSKI

«**W**at is uw naam?» Ce sont quelques mots, simples et basiques, mais qui sont remplis de sens lorsqu'ils sont prononcés sous cette tente du parc Maximilien à Bruxelles. Là-bas, des bénévoles se relaient pour apprendre les bases du français, du néerlandais voire tout simplement de l'alphabet latin aux migrants qui campent devant l'Office des Étrangers. Parmi les élèves, Mustapha, un Syrien d'une trentaine d'années, ouvre son cahier et griffonne quelques notes. À ses côtés, un jeune aux cheveux attachés lui traduit en arabe les instructions du professeur. «Attention», prévient-il en retournant le cahier de Mustapha, «ce n'est pas comme avec l'arabe. Ici, on ne commence pas à la fin du cahier, mais au début». Passant aisément de l'arabe au néerlandais, au français et même à l'anglais, ce jeune homme s'appelle Aws et, depuis cinq ans et demi, il est un réfugié politique irakien reconnu par la Belgique.

Fuite d'Irak

Depuis la vague d'arrivants de Syrie et d'Irak cet été, Aws se rend à tous les rassemblements de soutien aux réfugiés, il collecte des dons et va à la rencontre des migrants au parc Maximilien. «Je crois que ça leur fait du bien de parler. J'essaie de leur donner des conseils, tant que je peux, avec mon expérience», explique-t-il. Au milieu de ces nouveaux venus, cet Irakien de 29 ans a une impression de déjà-vu. En effet, il y a six ans, alors qu'Aws n'en avait que 23, il se trouvait lui-même dans une situation similaire. Après avoir fui l'Irak et enduré un interminable trajet à l'arrière d'un camion, c'est un

peu par hasard qu'il est arrivé à Bruxelles pour demander l'asile. «J'ai dormi trois semaines à la gare du Nord car il n'y avait plus de place en centre d'accueil.» C'était en novembre 2009, et dehors, il s'en souvient bien, «il faisait très froid».

Le cours de néerlandais terminé, Aws accompagne Mustapha là où est stocké le matériel scolaire. Livres, cartables, crayons, tout est issu de dons. Pour Mustapha, Aws demande des livres avec des images. Il nous confie lui avoir «conseillé d'apprendre le néerlandais, avant le français. Comme ça, ce sera plus facile pour lui de trouver un emploi». Il sait de quoi il parle. Si aujourd'hui Aws a un CDI et travaille à temps plein, il lui a fallu plus de trois ans avant de trouver un emploi. Et ce, malgré son excellent niveau d'anglais et son diplôme irakien d'ingénieur de programmation. «Ces trois ans, souligne-t-il, c'était le temps d'apprendre les langues du pays et de faire une formation.»

Parcours d'intégration

Mais pour Aws, la connaissance des langues est plus qu'un simple moyen de trouver du travail. Il s'agit, surtout, d'une nécessité pour s'intégrer. «Connaitre la langue du pays, c'est la clé, confie-t-il. Si tu ne parles pas la langue, tu restes enfermé. Tu as la télé, tu as internet, mais tu n'as pas de contacts avec les habitants de ce pays.» Pour lui, s'intégrer ne signifie pas renoncer au passé: «Il faut savoir tourner la page, sans la déchirer». Il ajoute qu'«en plus, si un jour j'ai l'occasion d'aider mon pays à se reconstruire, je leur serai plus utile si j'ai fait quelque chose de ma vie ici. Sans oublier que, malheureusement, ce jour n'arrivera peut-être jamais».

Dès la reconnaissance de son statut de réfugié, en avril 2010, Aws n'a eu qu'un objectif: avancer. C'est pourquoi, lorsque, par hasard, il entend parler d'un parcours d'intégration dans un institut flamand, il n'hésite pas. Il explique: «A Bruxelles, ce n'était pas obligatoire (voir encadré), je m'y suis inscrit par envie de découvrir des choses». Après quatre semaines intensives de cours, son bilan est positif, comme 90% des intégrants. «Je ne peux pas dire que j'ai tout appris, confie-t-il, mais c'était utile et très intéressant. On a par exemple étudié l'histoire de l'immigration en Belgique. J'ignorais totalement la raison pour laquelle il y avait une communauté marocaine si importante ici. Et puis, on a aussi reçu des conseils pour postuler ou trouver un logement.»

La Belgique ou le diplôme

Suivant des cours de français et de néerlandais, l'objectif de Aws est de reconstruire au mieux son avenir. Sauf que, soudain, c'est la douche froide. Cet ingénieur de programmation apprend que son diplôme irakien ne peut être reconnu en Belgique, qu'il lui manque certains documents. La situation est absurde: «Si je voulais l'équivalence, je devais rentrer en Irak pour demander en per-

sonne les documents dans mon université».

Chose inimaginable et pourtant, le problème est très courant selon Caritas International, et nombre de réfugiés se retrouvent dans une situation similaire.

Heureusement pour Aws, ses connaissances dans le domaine font qu'il décroche une formation en informatique suite à un concours très sélectif. Et quelques mois plus tard, c'est-à-dire plus de trois ans après la reconnaissance de son statut de réfugié, il obtient finalement son premier travail en tant que technicien de réseau à l'école européenne de Laeken.

Une fin heureuse? Non. La volonté le pousse à continuer. Une fois son CDI en poche, il recommence, en parallèle à son travail, des études d'informatique en cours du soir à la HUB, une université flamande. Aws a un objectif: obtenir un bachelier belge pour s'assurer un avenir avec encore plus de possibilités.

Si aujourd'hui il mène une vie au rythme effréné entre le travail et les études, peu lui importe, car tout ça n'est que temporaire. «Oui c'est fatigant, avoue-t-il, la semaine, je ne dors que 4 ou 5 heures par nuit, mais ce n'est pas grave car ça ne va pas durer toute ma vie. Ça vaut la peine de tenir bon.»

Retourner en Irak?

Plus de cinq ans après la reconnaissance de son statut de réfugié, Aws considère désormais la Belgique comme son deuxième pays. «Même si c'était difficile au départ, la Belgique est le pays qui m'a accueilli, ouvert les bras et aidé», confie-t-il. Néanmoins, l'Irak, il ne l'oublie pas pour autant: «Ma famille y habite encore et puis, ça reste le pays où j'ai grandi».

Quant à savoir s'il pourrait retourner y vivre, la question le laisse songeur. «Je ne sais pas», murmure-t-il, «là-bas, on ne sait jamais de quoi demain sera fait. Il pourrait y avoir la paix, mais Daesh pourrait aussi prendre possession de tout le pays». Au-delà de ça, Aws s'interroge aussi sur ses motivations: «Le problème, c'est que je me suis habitué à la Belgique. Tout particulièrement à la liberté d'expression qu'il y a ici. En Irak, s'exprimer librement coûte cher. Parfois même la vie.»

Acteurs de la société

Aujourd'hui, les centaines de tentes du parc Maximilien rappellent à Aws son passé et lui font aussi réaliser la chance qu'il a eue: «Il y a six ans, je dormais dans la gare du Nord, sans aucune certitude de pouvoir rester ici. Maintenant, j'ai des amis ici, un travail, j'ai recommencé des études... Voir tout ce chemin parcouru me rend fier et me donne envie de continuer». En rencontrant et en discutant avec ces Syriens, Érythréens, Irakiens, venus, parfois, comme lui, de Bagdad, Aws espère que, pour eux aussi, «on trouvera une solution afin de les accueillir». Mais surtout, souligne-t-il, qu'une fois ici, «ils deviendront des acteurs de cette société.»

UN PARCOURS D'INTÉGRATION OBLIGATOIRE?

Le parcours d'intégration pour les primo-arrivants n'est **obligatoire qu'en Flandre**. Appelé «*inburgering*», il comprend des **cours de langues, de citoyenneté**, ainsi qu'un **accompagnement professionnel et social**. À Bruxelles et en Wallonie, rien de tel n'est mis en place. Récemment, Maxime Prévot (cdH) a néanmoins proposé de consacrer **5 à 10 millions d'euros par an** pour instaurer des cours de français obligatoires en Wallonie. Et ce, dès 2016. Il avance qu'aujourd'hui, «*40% des demandes de cours de français sont refusées en Wallonie, faute de budget.*» La décision sera prise lors du **prochain conclave budgétaire** qui aura lieu fin du mois.

25%

La proportion de réfugiés reconnus qui bénéficient du revenu d'intégration sociale quatre ans après la reconnaissance de leur statut. 55% sont dans la vie active.

90%

La proportion d'intégrants qui se disent satisfaits d'avoir suivi un parcours d'intégration.

>50%

La majorité des réfugiés reconnus possède au minimum un diplôme de secondaire. Néanmoins, d'importantes disparités sont constatées en fonction des périodes et des pays d'origine.